

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN. ESC 2009 (VOIE SCIENTIFIQUE)

1. RESULTATS ET IMPRESSION D'ENSEMBLE.

La moyenne est de 10.25, sans changement significatif par rapport aux sessions précédentes. L'écart-type est de 3,3. Il traduit une plus forte dispersion des notes par rapport à d'autres sessions. Beaucoup de copies témoignent d'une préparation sérieuse, de l'acquisition de connaissances honorables et d'une aptitude convenable à s'en servir. Cela n'exclut pas la persistance d'un noyau de copies faibles, voire très faibles, accumulant, pour les plus mauvaises, confusions, simplismes, ignorances grossières, fautes de raisonnement et expression défectueuse. Environ 8% des copies ont 5 ou moins. Près de 15% ont 6 ou moins. Si les exigences moyennes des correcteurs sont en général satisfaites, on rencontre toutefois trop rarement des analyses fines, sachant poser des problèmes moins classiques, aboutir à des conclusions plus originales, ou sachant prendre du recul et synthétiser. Le premier sujet a été de ce point de vue plus sélectif.

2. LE TRAITEMENT DES SUJETS : LES CORRECTEURS FACE AUX QUALITES ET DEFATS DES COPIES.

La dissertation, qui compte pour la moitié de la note, proposait deux sujets. Les candidats ont réparti leur choix de façon équilibrée (53/47)

2.1 Le premier sujet de dissertation « Vous montrerez en quoi guerres et crises ont pu constituer de grandes ruptures pour l'économie et la géopolitique mondiales depuis le début du XXème siècle », accompagné d'une chronologie, a été choisi par 53 % des candidats. Brassant une matière considérable, il a naturellement été corrigé avec la conscience de sa difficulté et de son exigence. Il demandait qu'on s'interroge sur les mots du sujet. Il fallait considérer les crises de forte ampleur géographique et de forte intensité : celle des années 1930 bien sûr, celle des années 1970, très différente, et, avec la modestie due au manque de recul, celle ouverte en 2008. Mais la chronologie incitait également à évoquer des crises plus ponctuelles. La notion de rupture n'a pas toujours été suffisamment définie. Il fallait s'interroger sur l'existence ou non de vraies cassures, de changements majeurs et durables des équilibres, des règles du jeu, des systèmes de valeurs, donc sur la définition possible d'un « après-crise », ou d'un « après-conflit », clairement différent de la situation antérieure. Le terme « économie mondiale » demandait qu'on traite de la façon de produire les richesses (Formes du capitalisme, modes de régulation), des hiérarchies éventuelles, mais aussi de la façon de penser l'économie. « Géopolitique » renvoyait aux rapports de forces et aux jeux d'influence entre Etats. La formulation « ont pu » incitait à une certaine prudence dans les conclusions.

Les correcteurs attendaient qu'on mette en œuvre un certain nombre d'éléments et de grandes idées. Qu'on expose par exemple le rôle des guerres mondiales dans la reconfiguration des rapports de puissance. Etrangement, cela n'est pas toujours fait clairement. Pourtant la Grande Guerre s'impose comme une vraie ligne de partage entre le 19^{ème} siècle et le 20^{ème} siècle, signe la disparition de quatre empires, engendre la Révolution russe, épuise certains vainqueurs, et à certains égards marque tout simplement la fin d'un monde et d'un ordre, pas seulement au plan géopolitique (Entrée dans l'inflation, fin de l'étalon-or etc.). Il était également aisé de souligner que le second conflit mondial installe les Etats-Unis à un premier rang largement hors de portée des autres puissances, et cela pour longtemps, ou écarte pour plusieurs décennies le Japon et l'Allemagne des premiers rôles géopolitiques etc. On pouvait souligner que géopolitiquement parlant, l'ordre né en 1945 a duré près d'un demi-siècle.

Les conflits mondiaux ont également modifié les conditions de la vie économique. Du fait des urgences du moment, ils ont fait de l'Etat un acteur économique essentiel que le « retour à la normale » ne fait pas totalement revenir à ses fonctions initiales. Les conflits mondiaux ont eu un effet accélérateur sur de nombreux aspects de la marche économique du monde : accélération de la diffusion de l'OST, progrès technique en général (aviation, transports) etc. Ils font disparaître ou émerger de grandes règles ou régulations. La Première guerre mondiale signifie à la fois la fin de l'étalon-or et l'entrée dans l'ère de l'inflation. Le second conflit oblige à modifier à nouveau le compromis du *gold exchange standard*. A chaque fois se tiennent des conférences refondatrices (Gênes, Bretton Woods) pour repartir sur des règles du jeu à peu près acceptables mais que chacun sait devoir être différentes de la situation d'avant-guerre. Beaucoup de choses, en 1919/1922 comme en 1944/1946, ne « peuvent plus être comme avant ». Toutes ces remarques relevaient somme toute de connaissances historiques générales assez basiques.

Du point de vue géopolitique les grands accidents économiques sont parfois le miroir de changements d'équilibre déjà engagés. La crise des années 1930 confirme que le Royaume-Uni ne peut offrir aucun effet moteur suffisant pour l'économie mondiale. Mais les Etats-Unis n'assument pas pour autant un leadership clair, chacun restant sur des solutions très nationales. La crise des années 1970 laisse subsister des îlots de forte croissance économique hors des pays les plus anciennement industrialisés. Le Japon et les premiers dragons rebondissent très vite. De même la crise ouverte en 2008 montre qu'il faut cette fois définitivement compter avec les grands pays émergents (Rôle de la Chine, G20 au lieu de G8..). On pouvait le pressentir, mais c'est la crise qui installe symboliquement cette situation nouvelle. Il s'agit certainement de l'une des ruptures que l'on retiendra.

Mais les grandes crises sont surtout des moments de remise en cause, qu'il s'agisse des pratiques du capitalisme ou de la pensée économique. Les crises interrompent des moments d'euphorie et de certitude et interrogent des modes de fonctionnement qui prétendaient détenir les clés d'une réussite durable : discours sur le *welfare capitalism* pendant les *roaring twenties* aux Etats-Unis, exaltation du modèle anglo-saxon depuis les années 1980 etc. Les années 1930 montrent que les équilibres ne se rétablissent pas si spontanément que l'affirme la pensée classique dominante. Elles ouvrent la voie, dès le New Deal mais surtout après la guerre, à toute une série de pratiques qui vont se généraliser et prendre sens au sein d'un capitalisme nouveau, pour la première fois encadré, avec des doses variables de *welfare*, des structures fiscales et sociales différentes etc. L'Etat n'abandonnera plus, ou alors beaucoup plus tard, les missions que la gravité même de la « crise de 1929 » l'a conduit à assumer. Tout ce que l'on a appelé plus tard le capitalisme (ou la régulation) fordo-keynésien(ne), soucieux de la demande, multipliant mesures contra-cycliques et stabilisateurs, découle incontestablement de l'enchaînement crise/guerre des années 1929/1945. On peut dire, même si le propos est un peu simplificateur, que la plupart des politiques économiques conduites de 1945 aux années 1970 furent d'inspiration keynésienne au terme d'une réflexion sur le capitalisme qui avait certes commencé dès avant 1929 mais que la Crise puis la guerre mondiale rendirent encore plus nécessaire. Pour illustrer cet aspect des choses, on pouvait évoquer le New Deal et ses héritages etc.

Quant aux difficultés des années 1970 (Stagflation, croissance irrégulière etc.) elles sont en partie à l'origine d'un mouvement inverse de déréglementation des économies et de recul du rôle de l'Etat, la crise des années 1970 étant analysée comme une crise du modèle fordo-keynésien. D'où la mise à mal des régulations nées après 1945 (Monétaire, fordiste, keynésienne).

L'articulation de ces remarques avec la mondialisation posait un problème. La mondialisation est à la confluence de possibilités techniques, de choix macréconomiques et idéologiques et d'émergences géopolitiques. Elle ne dérive pas directement de telle ou telle crise, mais elle est, au moins partiellement, le résultat des choix assumés à partir de la fin des années 1970. La crise ouverte en 2008 est la première de l'ère de la mondialisation marchande et libérale. On ne peut exclure que cette mondialisation en soit infléchie, d'autant que la crise de 2008 semble se conjuguer avec un renforcement de l'exigence de durabilité qui elle-même est en contradiction avec de nombreux aspects de la mondialisation telle qu'elle a fonctionné jusqu'ici. On peut aussi rappeler que la « première mondialisation » s'est fracassée sur 1914.

Les grandes crises contribuent à configurer le monde et la pensée économique autour de nouveaux paradigmes. La crise de 1929 ébranle le dogme de l'équilibre qui était central jusqu'alors, et installe le paradigme de la croissance. La crise des années 1970 n'a finalement pas ébranlé la centralité de la croissance malgré de premières alertes (Club de Rome..). Mais la crise de 2008 pourrait relancer le débat.

Enfin les grandes crises économiques, même si elles diffèrent, montrent *a posteriori* ce qu'il n'aurait pas fallu faire, du moins le pense-t-on. Elles « donnent des leçons ». Comme elle est encore la crise de référence, celle de 1929 a légué quelques idées simples après quelques années de recul : le protectionnisme est un réflexe dangereux, le chacun pour soi également, les politiques monétaires ne doivent pas être trop restrictives, la déflation est un mal terrible etc. C'est largement en référence aux erreurs de 1929/1932 que fut reconstruit le monde en 1945. C'est aussi grossièrement avec cette vulgate anti-crise qu'a été combattue la crise de 2008/2009, le président de la banque centrale américaine étant par ailleurs un spécialiste de la crise de 1929...

La chronologie permettait de montrer, à des niveaux plus modestes et plus ponctuels, le rapport existant entre des crises brèves et des tendances plus lourdes : événements de 1956 qui révèlent la vraie hiérarchie entre les puissances, Guerre du Vietnam qui aggrave le déficit des paiements américain et hâte d'une certaine manière la fin de Bretton Woods, Guerre du Kippour et choc pétrolier, disparition de l'URSS et sentiment de toute-puissance qui s'empare du capitalisme libéral dérégulé et de ses thuriféraires.

Les mauvaises copies se contentent de raconter ces grands accidents, sans les analyser, et sans que les ruptures apparaissent. Le sens du mot rupture est mal compris quand on confond les effets immédiats d'une crise et ses conséquences sur le long terme. Le récit événementiel sans relief ni réflexion ni *a fortiori* de réponse à la question posée, a été l'erreur la plus fréquente. Ce sujet sollicitait une réflexion qui devait aller au-delà de la connaissance factuelle. Sur des événements d'une telle ampleur, c'est bien le moins qu'on puisse demander. La connaissance de la crise des années 1930 ne peut tout de même pas se limiter au récit de quelques journées boursières ou au constat du chômage de masse. Les années 1970 ne sont pas que la hausse des prix du pétrole, et la crise de 2008 ne se limite pas aux *subprimes*.

Le jury a admis une grande diversité de plans vu l'ampleur de la matière concernée. Le plan chronologique était admissible s'il était fortement articulé sur les séquences essentielles (1929/1945 ; 1970/1980 etc.). Séparer les conséquences des guerres de celles des crises comportait le risque de gommer les enchaînements et recouvrements. Un plan davantage thématique pouvait être tenté : a) Les ruptures dans la hiérarchie des Etats et puissances, sur le plan économique autant que géopolitique b) Des ruptures dans les systèmes économiques, leur fonctionnement etc. c) des ruptures dans l'architecture du monde (Principes directeurs, organisations internationales etc.).

2.2 Sujet « les Etats-Unis et le pétrole des années 1930 à nos jours ».

Le jury attendait un exposé des rapports très particuliers que les Etats-Unis (Leur gouvernement, leur économie, leurs entreprises, leurs habitants dans leurs pratiques spatiales etc.) entretiennent avec cette source d'énergie. Cela depuis les années 1930, c'est-à-dire depuis l'entrée des compagnies états-uniennes au Moyen-Orient, étape essentielle qui aboutit aux liens non moins particuliers que l'Amérique établit alors avec l'Arabie saoudite.

Il fallait donc mettre en œuvre des éléments assez classiques et plutôt connus. Les Etats-Unis, acteurs de l'aventure pétrolière mondiale dès ses débuts, ont été pendant très longtemps riches en brut. Cette richesse, sa mise en œuvre, son utilisation insouciante et prodigue, sont des composantes essentielles de la puissance économique américaine, des genres de vie qu'elle a autorisés. (Industrie automobile, étalement urbain, forte mobilité). Au point que l'importation de brut s'est progressivement avérée nécessaire, donnant alors un contenu géopolitique très fort (bien que cet aspect des choses soit en réalité présent dès le départ) à tout ce qui concerne l'accès au brut (contrôle et statut des gisements, routes d'acheminement, tracés des oléoducs, régimes politiques des pays producteurs). Ce contenu géopolitique, qui associe tacitement firmes et gouvernement, prend des allures variées : alliances politiques, pressions, interventions, y compris militaires, diversification des sources d'approvisionnement (Cf doc. 4) etc. Ces aspects géopolitiques ont gagné en intensité depuis les 30 dernières années parce que le déficit pétrolier américain est devenu énorme et que nombre de fournisseurs ne sont plus tellement sûrs, soit du fait de leur hostilité aux Etats-Unis, soit par leur position dans des zones elles-mêmes troublées ou hostiles.

Le rapport au pétrole, la nécessité de s'en procurer en très grande quantité, la possibilité pour les compagnies d'y gagner beaucoup d'argent, embarquent donc les Etats-Unis, et ce depuis longtemps déjà, dans un grand jeu énergétique planétaire et dans des postures géopolitiques qui sont parfois paradoxales. Sans caricaturer, on peut dire que l'accès au brut est présent en filigrane dans nombre de décisions américaines de politique extérieure, qu'il s'agisse du rapport à l'Arabie saoudite, à la Géorgie ou à certains Etats africains depuis une dizaine d'années. Inversement d'ailleurs, beaucoup de pays placent de façon symbolique le pétrole au cœur de leurs rapports avec les Etats-Unis (Mexique de Cardenas).

Au-delà de ces grandes lignes, on pourrait apprécier que les candidats comprennent le caractère très spécifique du rapport que les Etats-Unis entretiennent avec le pétrole, différent à certains égards de ce qui se passe pour d'autres pays riches et importateurs. Depuis toujours les Américains ont tendance à considérer que le pétrole est « leur affaire ». Les premières grandes manœuvres géopolitiques, les premières grandes compagnies, la première consommation de masse, les premiers sauts technologiques, tout cela est venu de chez eux, tout comme le vocabulaire technique, la langue de travail du monde pétrolier, ses unités de mesure etc. Au point que la montée en puissance d'autres compagnies, soit européennes, soit des pays producteurs, leur est toujours apparue quelque peu illégitime. De même les fabuleuses richesses du Texas ou du Golfe du Mexique ont longtemps entretenu une opinion américaine largement ignorante des réalités du monde dans l'idée que l'abondance pétrolière était définitive et faisait partie de ce dont la providence avait doté l'Amérique. Les réalités désagréables apparues à partir des années 1970 (Recul de la production et des réserves) se heurtent à une certaine incrédulité. Et les Etats-Unis ont repoussé le plus tard possible la remise en cause de modes de consommation dérivés d'un pétrole abondant et bon marché. G. Bush déclarait il n'y a pas si longtemps que de ce point de vue « le genre de vie américain n'était pas négociable »...Le prix de l'essence est au cœur de l'*american way of life*.

Chronologie et documents orientaient vers tous ces thèmes, et fournissaient des points d'appui, qu'il s'agisse des attitudes géopolitiques influencées par la quête du brut, de la diversification des fournisseurs, de l'action des firmes, de l'énormité des chiffres de la consommation ou de l'avenir inquiétant des réserves classiques.

Mais leur utilisation et leur explicitation n'ont pas toujours été très bien conduites. Les défauts majeurs ont consisté en une reprise de la chronologie et en un mauvais calque des documents. Cela ne conduisait naturellement nulle part. Trop de copies ont négligé les aspects intérieurs et ne traitent que de la diplomatie du pétrole. Au total les documents sont sous-exploités.

On pouvait commencer par montrer que le pétrole est depuis longtemps installé au cœur de la prospérité et de la puissance américaine (Antériorité de la consommation de masse, genre de vie façonné par des transports et mobilités dépendants du pétrole etc.) ; puis montrer que par voie de conséquence le pétrole est au cœur des intérêts vitaux de l'Amérique, et qu'il la conduit à des attitudes bien précises, qu'on soit dans les années 1930 ou aujourd'hui ; pour souligner enfin que l'Amérique a longtemps tergiversé devant les conséquences de la dépendance ou des impacts environnementaux de la civilisation du pétrole, mais qu'elle va peut-être devoir accepter certaines remises en cause, et que cette évolution est déjà amorcée.

Une autre démarche possible 1) Une relation particulière au pétrole, depuis longtemps, le pétrole, une histoire américaine : le Texas, Rockefeller, les compagnies, l'abondance initiale, la civilisation de l'auto... 2) Un intérêt vital : contrôler le brut, y compris quand s'installe la dépendance : pressions, interventions, alliances, diversification etc. 3) Les États-Unis peuvent-ils réduire la charge que la consommation et le contrôle du pétrole font peser sur leur économie et leur politique extérieure ? Peuvent-ils s'affranchir quelque peu du pétrole ?

2.3 Question de cours : le Mercosur.

Les correcteurs attendaient qu'on présente cette tentative d'intégration sud-américaine née au traité d'Asunción, avec ses pays membres, ses objectifs, son bilan etc. Il fallait essayer de le situer dans la problématique plus générale des différentes voies possibles d'une intégration latino-américaine perçue comme souhaitable. Le résultat est passable. Certes beaucoup d'exposés permettent de se faire une idée convenable du Mercosur/ Mercosul, mais des erreurs, des imprécisions, ou des aspects non abordés, altèrent la prestation. Un certain flou règne sur les pays membres ou sur les États associés. Parmi les points souvent absents de l'exposé, et qui méritaient au moins une mention : les aspects institutionnels qui vont au-delà de la simple ZLE, le poids écrasant du Brésil, qui peut indisposer les autres pays, les effets perceptibles sur les spécialisations productives régionales, les infrastructures et d'une façon générale sur l'organisation de l'espace, ou à l'inverse, les multiples crises (monétaires etc.) et obstacles (dissensions, rivalités) qui jalonnent la vie du Mercosur.

4. Croquis : Méditerranée orientale, Caucase, Moyen-Orient, Corne de l'Afrique : enjeux et tensions.

Le jury souhaitait que soient localisés, caractérisés, différenciés les multiples enjeux de la zone et les tensions qui en résultent.

L'esquisse de nomenclature fournie est destinée à faciliter le travail, dans une zone particulièrement complexe. Le but de l'exercice n'est pas de faire chuter le candidat sur sa méconnaissance de la position du Turkménistan ou de l'Azerbaïdjan. C'est pourquoi quelques indications ont été portées sur le fond de carte.

On attendait une nomenclature minimale, désignant des acteurs (Grands Etats impliqués, y compris des acteurs extérieurs etc.) et des lieux (Caucase, canal de Suez, Ormuz, principaux gisements pétroliers, fleuves internationaux, frontières disputées, conflits anciens, en cours, ou larvés, etc.). Il fallait localiser les foyers de tension, renseigner sur leur nature et leurs enjeux, et faire apparaître leurs liens et superpositions.

Ces enjeux sont en fait très différents (Guerre ou paix, religion, contrôle de ressources essentielles, questions humanitaires, sort des réfugiés ou des migrants etc.) mais ils prennent de l'ampleur parce que se superposent des situations postcoloniales mal réglées, une invraisemblable concentration de richesses pétrolières, les questions identitaires du monde arabo-musulman, le rôle ambigu et les objectifs parfois contradictoires des Etats-Unis, etc. On attendait donc que les candidats s'efforcent de démêler dans la légende ce qui relève du post-colonial et de la disparition des empires (De l'empire ottoman à l'URSS), du choc des nationalismes, des ambitions récurrentes de leadership régional (Egypte, Irak, Iran), des questions religieuses, de la course au pétrole, du sous-développement ou mal-développement (Corne de l'Afrique, Somalie, états défaillants), des problématiques de l'eau et des ingérences. Ces thématiques assez différentes les unes des autres au départ entrent finalement en résonance en certains lieux. Un bon exercice devant faire apparaître la différence entre ce qui relève du conflit israélo-arabe, de l'accès aux plus grandes réserves de brut du monde, de l'activisme iranien autour d'un « arc chiite », ou de l'effondrement des structures étatiques (Somalie). Ces différences devraient apparaître dans la légende et dans la figuration graphique.

Le défaut le plus fréquent fut d'accumuler des notations de lieux « chauds », sans liens entre eux, ni réflexion thématique, ni dynamique apparente. Lorsqu'il traduisait au moins une connaissance factuelle, ce défaut n'a pas été rédhibitoire. Il a simplement empêché d'avoir un 4 ou un 5/5.

3. CONSEILS DE METHODE POUR ABORDER L'EPREUVE D'HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN.

3.1 La dissertation.

C'est une évidence qu'il faut, pour bien cerner un sujet, **comprendre son libellé précis, dans sa totalité, et surtout en tenir compte tout au long du devoir.** Faute de quoi on s'expose à des développements partiels, ou, à l'inverse, trop généraux ou hors sujet. Le premier sujet en est une illustration. Faute de réfléchir à la notion de « rupture », on s'exposait à un récit sans relief ni hiérarchisation. Cette réflexion initiale n'exige guère plus de quelques minutes et il est navrant de constater que des copies par ailleurs convenables au plan de la connaissance sont en partie gâchées par un manque de discernement initial. D'autre part l'orientation du sujet quand elle est comprise doit être maintenue jusqu'au bout. Trop de copies font preuve d'une compréhension normale des termes du sujet dans l'introduction puis oublient cette compréhension et les exigences qui en découlent au cours du développement. La compréhension du sujet inclut celle des nuances qu'il appelle. Dans le sujet n°1 l'expression « ont pu » incitait à une certaine prudence dans les affirmations. Le sujet posait d'une certaine manière la question de la périodisation. Si la chronologie des crises et des guerres peut fournir des bornes utiles, la périodisation peut s'enraciner dans d'autres champs (technologiques etc.) et révéler d'autres temporalités.

L'introduction ne doit pas se contenter de reprendre la formulation du sujet, même en en changeant l'ordre des mots et en l'agrémentant de quelques points d'interrogation. D'autre part, on peut dès l'introduction prendre un parti sur certains points, parti que le développement confortera. L'introduction ne consiste pas à poser des devinettes, à ne rien

dire, ou à faire semblant de ne rien savoir, comme si l'on avait peur de manquer de munitions pour la suite. L'introduction est un moment du devoir où certaines affirmations peuvent déjà côtoyer des questionnements. Elle doit également tenter de légitimer clairement et simplement un sujet. Il est légitime de s'interroger sur l'impact des crises quand l'actualité assène que la crise de 2008 est la plus terrible depuis celle de 1929 et quand on sait la place tenue par cette dernière dans l'imaginaire des peuples et des gouvernants. Il est légitime de réfléchir au rapport des Etats-Unis avec le pétrole quand on sait les inquiétudes que suscite l'avenir de cette énergie et la part exceptionnelle prise par les Etats-Unis dans cette aventure.

La nécessité d'adopter ce qu'il est convenu d'appeler **une problématique** est développée chaque année. Le mot est désormais tellement galvaudé, qu'il convient d'y revenir de façon simple. Il s'agit de l'ensemble des questions et problèmes, ou mieux encore de la question, qu'une démarche d'un type donné va sélectionner à propos d'un domaine qui est celui du sujet. C'est en quelque sorte l'angle d'attaque choisi pour traiter la question et en ce sens la problématique oriente assez naturellement la façon dont on parcourt le champ du sujet et donc le plan lui-même. Mais une problématique ne s'exprime pas forcément sous forme de point(s) d'interrogation. Et si questions il y a, elles ne doivent pas être multipliées artificiellement. La problématique peut mettre en avant une préoccupation précise. Dans le sujet n°2 la particularité et l'intensité des liens entretenus entre pétrole et vie américaine constituent un angle d'approche assez naturel. Chacun comprend qu'un sujet « Le Japon et le pétrole », pas forcément stupide en soi, n'impliquerait ni la même démarche, ni les mêmes enjeux, ni les mêmes passions. Parfois la problématique est assez clairement contenue dans le libellé même d'un sujet. L'angle d'attaque est alors implicite et il n'y a pas lieu de se livrer à des interrogations spécieuses.

Lorsque des documents et une chronologie sont fournis, il ne sert à rien de se contenter de les citer ou de les paraphraser ; cela ne peut tromper le correcteur. Il ne sert à rien de recopier « conférence de Bretton Woods » ou « entrevue Roosevelt-Ibn Séoud » si l'on n'explique ni ce dont il s'agit ni en quoi cela est important dans le contexte du sujet proposé. Le choix par le jury de tel ou tel document ou élément de chronologie n'est pas seulement destiné à soulager l'effort de mémoire, il est également une incitation à s'engager sur une piste de réflexion, ou au moins à expliciter ce qui dans les documents n'est qu'à l'état de mention ou d'allusion.

Les chronologies et documents n'ont toutefois aucune prétention à l'exhaustivité. Ils peuvent très bien ne concerner qu'un des aspects du sujet. S'il convient de les utiliser tous, il faut se garder de penser que leur commentaire garantit le traitement du sujet.

3.2 La question de cours.

La règle du jeu, en 300 mots, consiste à prouver sobrement qu'on connaît. Il faut donc aller à l'essentiel, ne pas dériver, éviter les répétitions. Introduction et conclusion ne sont pas formellement nécessaires, mais le développement peut s'ordonner en deux ou trois paragraphes distincts. Cette année, il fallait prouver successivement qu'on connaissait la nature du Mercosur, ses objectifs, les participants, et qu'on pouvait esquisser un bilan. L'exercice n'exclut pas la nuance si la question s'y prête. On pouvait ici mentionner le caractère quelque peu ambigu de certaines adhésions (Venezuela) eu égard aux orientations des autres pays membres.

La question de cours, rappelons-le, n'est pas une dissertation. Certes elle ne dispense pas, dans certains cas, d'un questionnement sur le sens des mots ou expressions, mais elle impose d'aller droit au but pour respecter la règle du jeu. Quand la question de cours est relativement « fermée » et facile à cerner, ce risque de dérive n'existe

pas. C'était le cas avec le Mercosur. Mais la question de cours peut avoir des limites moins franches, ou un champ plus ample, et c'est alors qu'il faut veiller à ne pas s'embarrasser d'attendus interminables.

3.3 Le croquis.

Le croquis est un exercice qui doit permettre de mettre en valeur sur un espace donné, pourvu de caractéristiques qui ont encore du poids (Distances, proximités etc.), des différences, des hiérarchies, des influences, des contraintes, et des dynamiques.

Le croquis est en principe un outil de communication (Cf le foisonnement actuel des publications, atlas etc.) qui est censé faire surgir des représentations claires, appuyer le raisonnement, et clarifier la masse des données factuelles. A ce titre, il doit être expressif. Pour cela, il faut utiliser figurés et symboles de façon appropriée. Il doit exister un rapport logique entre le type de phénomène représenté et le mode d'expression graphique choisi. Un point, une ligne, une flèche ou une plage de couleur représentent des réalités de nature différente et ne sont donc pas interchangeables. L'embrouillamini de flèches identiques ou presque est également à proscrire. Là aussi il faut trier. Les phénomènes qu'on choisit de représenter doivent être hiérarchisés. L'ignorance de toute proportionnalité est trop fréquente. Les phénomènes doivent être mis en relation et correctement figurés en respectant des règles de bon sens.

Le croquis est pour le jury le moyen d'évaluer chez les candidats **le maintien d'un certain rapport au réel, à travers des catégories de représentation (l'échelle, la distance, les localisations, les itinéraires obligés, les voisinages, l'enclavement, etc.) qui conservent un potentiel explicatif**, même si l'économie est partiellement dématérialisée. Les conflits et tensions contemporains témoignent de la pertinence de ces données dans l'appréciation des enjeux d'une situation. Le rapport de 2008 se demandait : « Peut-on concevoir une intelligibilité des tensions autour du Caucase ou du Golfe sans représentation cartographique ? ». Le sujet de 2009 est une réponse à cette question.

Le croquis permet de vérifier que les candidats possèdent une rigueur minimale en terme de localisation, et que **leur représentation spatiale des phénomènes est convenable, c'est-à-dire n'est pas entachée d'absurdités. On peut même soutenir que c'est une forme de respect des différents Etats, cultures et populations du monde que de ne pas trop ignorer leurs tailles ou leur localisation.** Certes localisations et nomenclature géographique ne sont pas un but en soi, mais elles sont indispensables si l'on veut que le croquis ait un sens. Le jury n'attend toutefois pas une érudition inutile en la matière. Quand la nomenclature devient complexe, lointaine, peu familière, le croquis peut présenter des indications portées à l'avance. C'était le cas en 2009. Il ne s'agit pas de critiquer les candidats sur leur ignorance de la localisation du Turkménistan ou d'Oman. En revanche se tromper lourdement sur la localisation de l'Iran expose naturellement à mal comprendre ou mal apprécier ce que cette localisation implique sur de nombreux plans.

De ces considérations découle le caractère absurde d'un croquis muet ou dont les noms propres émaillent la légende. Pratique qui n'a pas disparu.

Le sujet du croquis doit être cerné comme on le fait de tout sujet. C'est la légende qui témoigne de cette réflexion. A propos de l'espace proposé cette année il fallait éviter une sorte d' « énumération spatiale » des tensions. On devait trier, ordonner, faire surgir des interférences, des zones de surtension, des volontés d'influence etc.

Répetons que les correcteurs sont sensibles aux points suivants sur le plan formel :

- a) Une légende ordonnée, mais qui ne doit pas être une dissertation. Elle peut refléter un raisonnement, comporter des titres, mais elle ne doit pas être trop difficile à lire, sous peine d'enlever sa spécificité au mode d'expression qu'est le croquis. Il faut équilibrer les deux aspects de l'exercice que sont le croquis *stricto sensu* et la légende. L'utilisation d'un croquis consiste en un aller-retour systématique entre espace cartographié et légende. La simplicité et la clarté de celle-ci sont la condition pour que ce va-et-vient puisse fonctionner. Mieux vaut parfois une légende sobre, précise, dense, et un vrai croquis, plutôt qu'une légende-flou et un croquis bâclé.
- b) Une nomenclature géographique adaptée au sujet, figurant sur la carte, et pas dans la légende !
- c) Des localisations correctes. Il ne s'agit pas de chipoter sur des détails, mais seulement d'éviter les erreurs les plus grossières et les extravagances.
- d) Le respect de règles élémentaires dans la représentation des phénomènes (flux, villes etc.).

L'exercice du croquis mérite d'être soigné car on peut tout à fait obtenir 4.5 ou même 5/5 au croquis sans être irréprochable dans toutes les rubriques. La note maximale est attribuée dès lors qu'un exercice donne satisfaction sur un grand nombre de points. La même attitude vaut d'ailleurs pour la question de cours et même pour la dissertation.

En conclusion, la réussite à cette épreuve d'histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain, nécessite bien sûr un goût pour ce champ de la connaissance ainsi que le respect de quelques règles formelles élémentaires. Mais elle nécessite surtout de dépasser le foisonnement des connaissances ponctuelles pour être capable de discerner des enjeux, des risques, des perspectives ; de distinguer immédiateté et tendances lourdes, temps court et temps long ; bref, de comprendre pour éventuellement, un jour, agir ou décider.